

**Centre intégré
de santé
et de services sociaux
des Laurentides**

Québec 

**REVUE DE PRESSE RÉGIONALE
SEMAINE DU 27 MARS 2023**

**Par le Service des relations médias,
relations publiques et à la communauté**

Info de la Lièvre, 29 mars 2023, p. 7

Info du Nord Vallée de la Rouge, 29 mars 2023, p. 5

Info du Nord Tremblant, 29 mars 2023, p. 6

Le budget 2023 déçoit la Coalition Santé Laurentides, qui espérait davantage pour résorber le sous-financement chronique de la région en matière de santé. (Photo gracieuseté - CISSSLAU)



Budget 2023 : la Coalition Santé Laurentides reste sur sa faim

SIMON DOMINÉ

sdomine@inmedias.ca

Le budget 2023 présenté le 21 mars par le gouvernement Legault n'apporte pas de réponse aux « besoins urgents » de la région des Laurentides en matière de santé, a réagi la Coalition Santé Laurentides (CSL).

La CSL attendait des « engagements fermes » de Québec afin d'actualiser le financement des projets annoncés en 2018 pour Saint-Jérôme (450 M\$) et Saint-Eustache (250 M\$), comme cela a été le cas pour l'hôpital de Mont-Laurier il y a un mois. La CSL espérait aussi des « actions concrètes » pour la réalisation de travaux dans les hôpitaux de Saint-Jérôme, Saint-Eustache, Mont-Laurier, Sainte-Agathe-des-Monts, Lachute et Rivière-Rouge ou pour soutenir financièrement le Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides (CISSSLAU) en attendant.

La coalition voulait un bureau de projet dédié à la seule région des Laurentides, du rattrapage au niveau des effectifs de professionnels de la santé dans la région et corriger le sous-financement chronique des Laurentides en santé en utilisant « une portion significative des transferts fédéraux ».

La CSL et le Conseil des préfets et des élus de la région des Laurentides (CPÉRL) espèrent faire valoir une nouvelle fois leurs revendications auprès du ministre de la Santé et des Services sociaux, Christian Dubé, dans les prochaines semaines.

La CSL surveillera de près le Plan Santé qui sera mis en place par le gouvernement Legault d'ici l'année prochaine. La « gestion

de proximité » et la « décentralisation » devraient y être remises à l'honneur, 8 ans après la réforme des CISSS menée par l'ex-ministre Gaétan Barrette du gouvernement libéral de Philippe Couillard. Les Hauts-Laurentides en ont eu un avant-goût à la fin du mois de février, quand il a été annoncé la création dans ce secteur d'une équipe locale de direction pour les services de santé.

« Je souhaite faire confiance à l'équipe de François Legault, au ministre de la Santé, Christian Dubé, ainsi qu'à la députation des Laurentides. Nous espérons que cette volonté de décentraliser la gestion du réseau ne restera pas simplement des phrases creuses et que des actions concrètes en découleront. Il sera aussi important de valider, avec le ministre Dubé, les indicateurs sur lesquels il se base pour prendre ses décisions, notamment au niveau budgétaire », a commenté le président de la CSL, Marc L'Heureux.

QU'EN DIT L'OPPOSITION?

Les partis d'opposition à l'Assemblée nationale ont également donné leur point de vue sur le budget 2023 de Québec.

« En finançant ses baisses d'impôts à même les versements au Fonds des générations, le ministre des Finances choisit la façon la plus dispendieuse qui soit. Couper les versements au Fonds est une erreur historique qui aura un coût important pour toute la société québécoise. Ce faisant, le gouvernement repousse d'une génération l'atteinte de la soutenabilité budgétaire. Dans son ensemble, il s'agit d'un budget décevant pour l'environnement, le logement, le soutien aux entreprises et pour faire face à la hausse du coût de la vie », a jugé le porte-parole en matière de finances du Parti libéral du Québec (PLQ), Frédéric Beauchemin.

De son côté, le responsable solidaire en matière de finances et d'économie, Haroun Bouazzi, a décrié les « baisses d'impôt injustes de la CAQ ». « Ce n'est pas normal que le gouvernement donne 128 \$ à la caissière et 814 \$ au PDG de la chaîne d'épicerie. Ce n'est pas normal que le tiers des Québécois, ceux qui en arrachent le plus, reçoivent un gros zéro dollar en baisses d'impôt. Le bateau coule : le gouvernement donne des canots de sauvetage en première classe, des flotteurs à la classe moyenne et il laisse couler les autres! », a-t-il ajouté.

« Le gouvernement sous-estime la part des questions sociales dans sa planification économique. Si les familles n'arrivent pas à se loger correctement, à trouver une place en CPE ou à avoir accès à des services de base comme la santé mentale, les sommes massives investies par la CAQ pour stimuler l'économie n'auront jamais les impacts escomptés. Il faut commencer par la base », a quant à lui déclaré le chef péquiste Paul St-Pierre Plamondon. 🇅

À LA UNE

Modification temporaire des services de l'urgence à Rivière-Rouge

Le Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides (CISSSLAU) annonce la réduction temporaire des services offerts à l'urgence du Centre de service de Rivière-Rouge tous les jours entre 15 h et 8 h, due à un accès limité aux examens de radiologie. Ce changement sera effectif du 27 mars au 21 avril. Pendant la réduction du service, les personnes qui se présentent à l'urgence et qui n'ont pas besoin d'examen de radiologie seront prises en charge, comme à l'habitude; si la condition de la personne nécessite un examen urgent de radiologie, l'examen sera fait dans un autre hôpital et un transport sera assuré; si la condition de la personne ne nécessite pas d'examen urgent de radiologie, un rendez-vous durant les heures d'ouverture sera proposé ou la personne pourra se diriger vers une autre installation. La raison de cette réduction des services de l'urgence s'explique par un manque de personnel spécialisé qui touche spécifiquement le service d'imagerie médicale. Les activités de l'urgence de Rivière-Rouge feront l'objet d'une attention particulière afin que la période de réduction des services de soir et de nuit soit la plus courte possible. Rappelons qu'en tout temps, la population ayant des problèmes de santé non urgents peut opter pour d'autres solutions que de se rendre à l'hôpital: Info-Santé 811; consulter son médecin de famille ou un pharmacien; prendre rendez-vous en ligne pour une consultation médicale sur rvsq.gouv.qc.ca ou appeler le Guichet d'accès à la première ligne (GAP) en composant le 811 option 3 si vous n'avez pas de médecin de famille. (Photo L'Info du Nord - Ronald McGregor/Archives)



Hôpital de Saint-Jérôme

Québec lance les appels d'offres

France Poirier – Le ministre de la Santé, Christian Dubé, souligne une étape importante du projet de modernisation de l'hôpital. En effet, il s'agit du lancement des appels d'offres pour les services professionnels d'architecture et d'ingénierie. Ceux qui remporteront ces appels d'offres contribueront à concevoir des aspects bien concrets du projet.



Photo: Archives

L'hôpital régional de Saint-Jérôme.

Pour le ministère, il s'agit d'un pas de plus pour répondre aux besoins croissants des citoyens et citoyennes de la région et leur offrir des soins et services de santé de meilleure qualité.

« Ce projet vise à moderniser les installations du plateau technique chirurgical : le bloc opératoire, dont le nombre de salle sera haussé à 15, le secteur de la chirurgie d'un jour, les chirurgies mineures et les interventions en endoscopie. De plus, il comprend notamment la pré-admission et la salle de réveil », peut-on lire dans le communiqué.

Travaux de 450 M\$

Estimée à environ 450 M\$, le projet de modernisation de l'hôpital avait été revu à la baisse l'été dernier. Le projet actuel permettra plus d'espace et d'équipements pour bonifier les services de soutien. Ainsi, le secteur de la pharmacie, de la banque de sang et des services logistiques et techniques seront modernisés. Notons aussi que le secteur de la pathologie sera entièrement refait.

« Offrir des milieux de soins modernes et mieux adaptés aux besoins de la population, ainsi que des environnements de

travail attrayants, est l'un des éléments-clés du Plan santé du ministre Dubé. D'une part, cela permet d'améliorer la qualité de l'expérience offerte aux patients et patientes de Saint-Jérôme et des environs. D'autre part, cela contribue à améliorer l'attraction et la rétention de personnel dans la région », selon le communiqué.

« Je suis heureux de constater que le projet franchit une étape importante avec le lancement des appels d'offres des services professionnels », a fait savoir le ministre de la Santé Christian Dubé.

« La modernisation de l'Hôpital régional de Saint-Jérôme est un dossier que je suis de très près. On marque aujourd'hui une étape concrète des travaux de conception. Je remercie les équipes qui travaillent afin de doter notre région d'un hôpital beaucoup plus moderne et mieux adapté, tant au bénéfice des usagers que du personnel. C'est un projet qui est très attendu par nos concitoyens et concitoyennes et qui permettra, à terme, de mieux répondre aux besoins croissants de la population des Laurentides », s'est réjoui le député de Saint-Jérôme et adjoint parlementaire du ministre de la Santé, Youri Chassin.



UN 450 M\$ POUR L'HÔPITAL DE SAINT- JÉRÔME



Photo Maxime Labelle
L'Hôpital régional de Saint-Jérôme bénéficie d'un cadeau de 450 M\$

Stéphane Tremblay
@stremblay @groupejcl.ca

Le gouvernement caquiste réalise un pas dans la bonne direction, un petit pas mais un pas certain, vers un nouvel hôpital à Saint-Jérôme.

« C'est un petit pas significatif dans un méga projet. Un dossier que je suis de très près », a lancé Youri Chassin, député de Saint-Jérôme et adjoint parlementaire du ministre de la Santé.

Si content de la bonne nouvelle, il en ajoute : « On marque aujourd'hui une étape concrète des travaux de conception. Je remercie les équipes qui travaillent afin de doter notre région d'un hôpital beaucoup plus moderne et mieux adapté, tant au bénéfice des usagers que du personnel. C'est un projet qui est très attendu par nos concitoyens et concitoyennes et qui permettra, à terme, de mieux répondre aux besoins croissants

de la population des Laurentides ».

Cette bonne nouvelle consiste à une étape importante vers la modernisation de l'Hôpital régional de Saint-Jérôme, soit le lancement des appels d'offres pour les services professionnels d'architecture et d'ingénierie.

Ce projet vise à moderniser les installations du plateau technique chirurgical : le bloc opératoire, dont le nombre de salle sera haussé à 15 - actuellement il est de 10 salles, dont 9 fonctionnelles.

Le secteur de la chirurgie d'un jour, les chirurgies mineures et les interventions en endoscopie seront également revampés. Le projet comprend notamment la préadmission et la salle de réveil.

Il y aura également plus d'espace et d'équipements pour bonifier les services de soutien, dont le secteur de la pharmacie, de la banque de sang et des services logistiques et techniques. Notons aussi que le secteur de la pathologie sera en-

tièrement refait, au bénéfice des citoyens de la région. Le tout estimé à quelque 450 millions \$.

Offrir des milieux de soins modernes et mieux adaptés aux besoins de la population, ainsi que des environnements de travail attrayants, est l'un des éléments-clés du Plan santé du ministre Dubé.

D'une part, cela permet d'améliorer la qualité de l'expérience offerte aux patients de Saint-Jérôme et des environs. D'autre part, cela contribue à améliorer l'attraction et la rétention de personnel dans la région.

« Moderniser et mieux adapter nos infrastructures de santé est un fondement essentiel d'un réseau de la santé solide, et un élément clé du Plan santé. Le projet de modernisation en cours d'élaboration à l'Hôpital régional de Saint-Jérôme est un bel exemple, et je suis heureux de constater qu'il franchit une étape im-

portante avec le lancement des appels d'offres des services professionnels », a souligné Christian Dubé, ministre de la Santé.

Rappelons au ministre Dubé que la promesse de son chef, le premier ministre du Québec, François Legault, était un nouvel hôpital, au coût de 3,2 milliards de dollars. L'actuel est désuet et vieillot depuis un demi-siècle.



DES PATIENTS VUS PLUS RAPIDEMENT DE MANIÈRE ILLÉGALE?

Stéphane Tremblay
stremblay@groupojc.ca

Des patients seraient hospitalisés directement à leur arrivée à l'Hôpital régional de Saint-Jérôme, alors que d'autres agonissent sur une civière en plein corridor depuis des 24 et même 48 heures.

On parle de passe-droit dénoncé par du personnel, dont une infirmière qui raconte le modus operandi, sous le couvert de l'anonymat par peur de représailles.

« C'est qu'un spécialiste qui travaille à l'hôpital, voit un de ses patients en clinique et décide de l'hospitaliser, il lui dit de se rendre à l'hôpital, avec une demande d'hospitalisation, mais il n'y a pas de place à l'unité... pas grave l'urgence s'en occupe », raconte celle qui travaille à l'urgence.

Or, ce patient qui vient de mettre les pieds dans l'hôpital bondé, passe devant tout le monde en se voyant prioriser une place sur une civière, « alors que nous manquons de place pour les patients instables, qui n'ont même pas encore reçu de diagnostic, bien souvent. À nos yeux, c'est inquiétant ».

On parle ici d'un passe-droit. Le dictionnaire Larousse décrit un passe-droit comme une faveur accordée contre le règlement, contre l'usage ordinaire, généralement au détriment des autres.

De plus, pour les prises de sang, des patients en provenance de cliniques, arrivent à l'hôpital pour leurs prises de sang. « Nous sommes déjà surchargés, en manque de personnel. Nous ne parvenons pas à faire nos tâches avec d'autres patients déjà très malades que nous devons assurer le service de centre de prélèvement. Un non sens! »

Rien pour aider, depuis un an, les équipes à l'urgence doivent assurer les soins aux présumées victimes d'agression sex-

uelle. L'équipe spécialisée dans le domaine, qui s'occupait de ses personnes, a « éclaté ». Devant l'impasse de reconstruire une équipe, « ils ont trouvé la solution facile de passer par l'urgence ».

Donc, le code violet, comme décrit dans le jargon hospitalier, sont des cas lourds en émotion, redirigés vers l'urgence, là où la marmite est déjà pleine. « Nous sommes conscients que ces personnes ont besoins de soutiens et de réconfort, mais nous ne pensons pas que leur place est à l'urgence, où tout va trop vite ».

Pour répondre à un code violet, l'infirmière attitrée, doit redistribuer ses patients à ses collègues, ce qui évidemment vient alourdir leurs tâches, afin de consacrer des heures de qualité d'écoute à ces personnes en détresse.

« Nous avons pratiquement tous été formés à la vas-vite, sans se soucier si nous étions à l'aise ou pas de s'occuper de cette clientèle, pas de questionnement à avoir, l'équipe de l'urgence doit être capable de s'adapter à toutes les situations. Trop c'est trop ».

Encore plus, le code rose est apparu il y a six mois. Les urgences pédiatriques obligent le personnel de l'urgence à s'occuper des enfants qui nécessitent des soins urgents sur l'unité pédiatrique. « Quand cela arrive, une infirmière quitte encore une fois les patients qui lui sont attitrés pour encore surcharger ses collègues dans le but d'aller sur l'urgence. Ce n'est pas comme aux soins intensifs, où il y a une infirmière en surplus pour aller s'occuper des urgences ».

Les infirmières rappellent à la direction du CISSS que l'urgence est le département des soins intensifs, pas celui des miracles pour tous les domaines et tous les problèmes...

Infos Laurentides, 29 mars 2023, p. 10

Infos Mirabel, 29 mars 2023, p. 6

L'Éveil, 29 mars 2023, p. 14

Respire.

Laisse pas ton stress avoir le dernier mot!

Visite le site Web
tuaslederniermot.com

Découvre les vidéos Tik Tok
[@tuaslederniermot](https://www.tiktok.com/@tuaslederniermot)

Présenté par: **Pascal Morrissette**

En collaboration avec: **Respire.**

Logos: **Radio-Canada**, **Le 5**, **Le 24**, **Le 58**, **Le 59**, **Le 60**, **Le 61**, **Le 62**, **Le 63**, **Le 64**, **Le 65**, **Le 66**, **Le 67**, **Le 68**, **Le 69**, **Le 70**, **Le 71**, **Le 72**, **Le 73**, **Le 74**, **Le 75**, **Le 76**, **Le 77**, **Le 78**, **Le 79**, **Le 80**, **Le 81**, **Le 82**, **Le 83**, **Le 84**, **Le 85**, **Le 86**, **Le 87**, **Le 88**, **Le 89**, **Le 90**, **Le 91**, **Le 92**, **Le 93**, **Le 94**, **Le 95**, **Le 96**, **Le 97**, **Le 98**, **Le 99**, **Le 100**



LA FONDATION
DE L'HÔPITAL
D'ARGENTEUIL

THE ARGENTEUIL
HOSPITAL
FOUNDATION



**PARCE QUE LA *Santé*
C'EST L'AFFAIRE DE TOUS**

145, avenue de la Providence, Lachute QC J8H 4C7
Tél. : 450 562-3761, p. 72100 • fha@ssss.gouv.qc.ca

LA COALITION SANTÉ LAURENTIDES RÉAGIT AU BUDGET

LA RÉGION DES LAURENTIDES A ÉTÉ « OUBLIÉE » EN MATIÈRE DE SANTÉ

La Coalition Santé Laurentides (CSL) est très déçue du budget 2023-2024 du gouvernement Legault. Malgré plusieurs rencontres au cours des dernières années avec les instances gouvernementales, notamment au niveau ministériel, les députés de la région et le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides, les requêtes de la CSL sont restées sans réponse.

Dans une lettre transmise le 10 mars au premier ministre Legault, la CSL rappelait les besoins urgents en matière de santé pour la région des Laurentides. Cette lettre, dont les bureaux de M. Legault et du ministre des Finances, Eric Girard, ont confirmé avoir pris connaissance, présentait un résumé des actions à prendre de manière urgente afin d'éviter que le réseau de la santé des Laurentides frappe le mur.

DES ACTIONS CONCRÈTES DEMANDÉES

La Coalition Santé Laurentides souhaite obtenir des engagements fermes du gouvernement du Québec quant à l'actualisation des budgets en dollars de 2023 pour les projets annoncés en 2018, soit Saint-Jérôme (450 M\$) et Saint-Eustache (250 M\$), comme ce fut le cas pour Mont-Laurier et d'autres projets qui ont pu bénéficier d'une augmentation du Plan québécois des infrastructures (PQI).

Elle réclame la mise en place d'actions concrètes menant à la réalisation des prochaines phases de travaux dans les hôpitaux de Saint-Jérôme, Saint-Eustache et Mont-Laurier, et pour la mise à niveau des centres hospitaliers de Sainte-Agathe-des-Monts, Lachute et Rivière-Rouge.

Un soutien financier et récurrent du CISSS des Laurentides est également demandé afin de mettre en place des mesures transitoires pour pallier les besoins urgents, et ce, jusqu'à la réalisation des grands projets hospitaliers de Saint-Jérôme, Saint-Eustache et de Mont-Laurier.

Parmi les autres mesures soulevées par la CSL, on note l'ouverture d'un bureau de projets dédiés uniquement à la région des Laurentides, un rattrapage des effectifs pour l'ensemble des professionnels de la santé, notamment pour des médecins de famille, ainsi que l'utilisation d'une portion significative des transferts fédéraux pour corriger le sous-financement chronique du réseau de la santé laurentien.

UNE RENCONTRE ATTENDUE

Ceci dit, la CSL et le Conseil des préfets et des élus de la région des Laurentides (CPÉRL) espèrent que la rencontre proposée en décembre dernier par le mi-



nistre de la Santé et des Services sociaux, Christian Dubé, pourra finalement avoir lieu dans les prochaines semaines.

La CSL est pressée de connaître le détail des orientations mentionnées dans le budget. Ce sera une autre occasion de faire valoir ses revendications et de convaincre le ministère d'accorder une meilleure répartition des dépenses dans le réseau de santé.

Dans le cadre du nouveau Plan Santé que le gouvernement Legault prévoit mettre en place d'ici 2024, celui-ci propose une gestion de proximité entre le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et le CISSS des Laurentides, qui est responsable de la prestation des services de santé. Ce plan vise à rapprocher les décisions en matière de soins et de services aux patients, ainsi qu'à optimiser les décisions opérationnelles par la décentralisation de l'encadrement et de la gouvernance des activités cliniques et médicales.

« Je souhaite faire confiance à l'équipe de François Legault, au ministre de la Santé, Christian Dubé, ainsi qu'à la députation des Laurentides. Nous espérons que cette volonté de décentraliser la gestion du réseau ne restera pas simplement des phrases creuses et que des actions concrètes en découleront. Il sera aussi important de valider, avec le ministre Dubé, les indicateurs sur lesquels il se base pour prendre ses décisions, notamment au niveau budgétaire », souligne le président de la CSL, Marc L'Heureux.

La Coalition entend faire valoir l'iniquité financière lors de ses prochaines rencontres avec Christian Dubé et le ministre responsable de la région des Laurentides, Benoit Charette.

Nouvelles des Laurentides, site Internet

Québec lance les appels d'offres pour moderniser l'Hôpital de Saint-Jérôme

<https://nouvelleslaurentides.ca/quebec-lance-les-appels-doffres-pour-moderniser-lhopital-de-saint-jerome/>

ACTUALITÉ

À L'HÔPITAL DE SAINT-JÉRÔME LES INFIRMIÈRES AU BOUT DU ROULEAU

Stéphane Tremblay
stremblay@groupejcl.ca

Quand une infirmière prend la parole au JE, c'est que la situation doit être prise au sérieux. Elle parle au nom de toute une équipe de professionnels au bout du rouleau à l'hôpital de Saint-Jérôme.

« Je suis épuisée, surchargée et écoeuvrée, même chose pour mes collègues. Je n'en peux plus d'être séquestrée dans un système de santé qui va mal...affectant la sécurité des patients ».

Celle qui préfère ne pas être identifiée par peur de représailles, lance un cri du cœur.

« La plus grosse urgence des Laurentides a été mise à neuf en 2005. Depuis ce temps, nous avons connu une explosion du développement dans les Laurentides. Par contre, notre capacité d'accueillir les malades n'a pas changée ».

« Je travaille avec les mêmes civières, vieilles de 18 ans. Aucun sens ».

Le vrai visage sur le terrain de cette infirmière : Un taux d'occupation toujours supérieur à 140%. « Je dois donner des soins impersonnels et inhumains, à mon grand désarroi ».

Ensuite, « je dois installer, avec les autres bien sûr, (je ne fais rien seule) des civières et des fauteuils un peu partout dans l'urgence; « un petit coin un fauteuil, un gros coin, une civière ».

« Ce sont des soins dangereux que je donne, lorsque nous installons des patients à cet endroit, parce que nous sommes saturés de partout ».

LE CORRIDOR DE LA MORT

Des décès s'accumulent à cet endroit... surnommé le corridor de la mort. « J'ai souvent peur de perdre ma licence en raison des soins qu'on m'oblige à donner à mes patients ».

Ses confrères, médecins, parlent même « de médecine de brousse ». « Je ne peux pas croire que nous soignons la

population dans ces conditions ».

Les patients restent trop souvent sur des civières à l'urgence, pas rare de voir des temps d'occupation de 80 – 100 heures sur civière à l'urgence avant d'avoir un lit à l'étage.

Les étages sont pleines, mais à l'urgence « je ne peux jamais dire que nous sommes pleins ». On continue de recevoir tout le monde, jour et nuit, sept jours semaine.

TSO : UN GROS PROBLÈME

Les infirmières mettent les bouchées doubles pour éviter de « mettre dans le trouble » leurs consœurs. « Une fin de semaine, nous avons eu 300 heures de temps supplémentaires volontaires et 16 temps supplémentaires obligatoires. « Le travail a été surchargé puisque nous avons entre 3 à 5 infirmières de moins sur chaque quart de travail. C'est catastrophique. Nous n'en pouvons plus! »

Pire encore, Saint-Jérôme étant un hôpital régional, le personnel doit pallier à toute la lourdeur des hôpitaux environnants, c'est-à-dire supporter le débordement d'ailleurs. « Ils ont droit de faire du détournement d'ambulances vers chez nous. Plusieurs hôpitaux détournent en même temps, même si nous sommes chargés, débordés et que nous ne suffisons pas à la demande de notre propre population ».

Finalement, nous avons 37 postes vacants, 37 postes qui ne sont pas preneurs. 37 postes qui étaient seulement sur un quart de travail, mais qui ont été



Les infirmières ne sont plus capables

changés systématiquement en postes de rotation sur deux quarts de travail, par l'employeur.

Leur solution pour pallier le manque de personnel, faire des postes qui peut combler tous les trous, mais qui est beaucoup moins attrayant pour nous qui y travaillons, puisque beaucoup plus difficile de concilier travail et famille en devant continuellement s'accommoder avec les changements, souvent annoncés à la dernière minute.

Plusieurs pistes ont été proposées à l'employeur ces dernières années. Au-

cune n'a été mise en application. Lorsque nous avons fait part à notre syndicat de ce qui ne va pas, il y a des tables de discussions qui sont mises en place, mais aucun changement n'a encore apporté. « J'espère que ça changera avant qu'il soit trop tard ».

La semaine prochaine, on poursuivra sur cette sortie d'une triste réalité de ces professionnels dont le premier ministre lui-même surnommait « nos anges » pendant la pandémie.

BUDGET 2023-2024

LES LAURENTIDES OUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT LEGAULT EN MATIÈRE DE SANTÉ

La Coalition Santé Laurentides (CSL) est déçue du budget 2023-2024 du gouvernement Legault. Malgré plusieurs rencontres au cours des dernières années entre la CSL et les instances gouvernementales, notamment au niveau ministériel, avec les députés de la région et le Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides (CISSS des Laurentides), les demandes ré-

sumées dans la lettre du 10 mars dernier au premier ministre Legault sont restées sans réponse.

Dans cette communication, la CSL rappelait les besoins urgents en matière de santé pour la région des Laurentides. Cette lettre, dont les bureaux de M. Legault et du ministre des Finances, M. Girard, ont confirmé avoir pris connaissance, présentait un résumé des ac-

tions à prendre de manière urgente afin d'éviter que le réseau de la santé des Laurentides frappe le mur, soit :

Obtenir des engagements fermes du gouvernement du Québec quant à l'actualisation des budgets en dollars de 2023 pour les projets annoncés en 2018, soient Saint-Jérôme (450 M\$) et Saint-Eustache (250 M\$), comme ce fût le cas pour Mont-Laurier et d'autres projets qui ont pu bénéficier d'une augmentation du Plan québécois des infrastructures (PQI);

Assurer la mise en place d'actions concrètes menant à la réalisation des prochaines phases de travaux dans les hôpitaux de Saint-Jérôme, Saint-Eustache et Mont-Laurier, et pour la mise à niveau des centres hospitaliers de Sainte-Agathe-des-Monts, Lachute et Rivière-Rouge;

Soutenir financièrement et de façon récurrente le CISSS des Laurentides, afin de mettre en place des mesures transitoires pour pallier les besoins urgents, et ce, jusqu'à la réalisation des grands projets hospitaliers de Saint-Jérôme, Saint-Eustache et de Mont-Laurier;

Confirmer l'ouverture d'un bureau de projet dédié uniquement à la région des Laurentides;

Assurer un rattrapage des effectifs pour l'ensemble des professionnels de la santé, notamment pour des médecins de famille;

Utiliser une portion significative des transferts fédéraux pour corriger le sous-financement chronique dont souffre les Laurentides en santé.

Cependant, la CSL et le Conseil des préfets et des élus de la région des Laurentides (CPÉRL) espèrent que la rencontre proposée en décembre dernier par le ministre de la Santé et des Services sociaux, M. Christian Dubé, pourra finalement avoir lieu dans les prochaines semaines. La CSL est pressée de connaître le détail des orientations mentionnées dans le budget. Ce sera une autre occasion de faire valoir nos revendications et de convaincre le ministère d'accorder une meilleure répartition des dépenses

dans notre réseau de santé.

Dans le cadre du nouveau Plan Santé que le gouvernement Legault prévoit mettre en place d'ici 2024, celui-ci propose une gestion de proximité entre le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et le CISSS des Laurentides, qui est responsable de la prestation des services de santé. Ce plan vise à rapprocher les décisions en matière de soins et de services aux patients, ainsi qu'à optimiser les décisions opérationnelles par la décentralisation de l'encadrement et de la gouvernance des activités cliniques et médicales. Le président de la CSL, Marc L'Heureux, a exprimé sa déception au nom de ses collègues de la CSL et du CPÉRL, concernant ce budget :

« Je souhaite faire confiance à l'équipe de François Legault, au ministre de la Santé, Christian Dubé, ainsi qu'à la députée de la région des Laurentides. Nous espérons que cette volonté de décentraliser la gestion du réseau ne restera pas simplement des phrases creuses et que des actions concrètes en découleront. Il sera aussi important de valider, avec le ministre Dubé, les indicateurs sur lesquels il se base pour prendre ses décisions, notamment au niveau budgétaire ».

Étant donné que la population des Laurentides s'élevait à 657 375 personnes à la fin de 2022, sans compter les nombreux villégiateurs de passage, nous sommes convaincus que les investissements demandés sont essentiels afin d'offrir des infrastructures et des services de santé à la hauteur de ce que la population laurentienne mérite.

Pour conclure, la CSL apprécie que le budget favorise une augmentation des dépenses en santé et elle est convaincue que des fonds sont toujours disponibles dans le Plan québécois des infrastructures (PQI) et au budget de fonctionnement. Ce sera à nous de faire valoir l'iniquité financière lors des prochaines rencontres avec le ministre de la Santé, Christian Dubé, et le ministre responsable de la région des Laurentides, Benoit Charette.

TRANSPORTEURS BÉNÉVOLES RECHERCHÉS

Le CISSS des Laurentides recherche des bénévoles en accompagnement transport souhaitant s'impliquer auprès de jeunes en offrant de leur temps.



Si vous possédez un véhicule et que vous êtes intéressés, veuillez communiquer au **450 432-2777, poste 78402** afin d'obtenir de plus amples informations.

Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides
Québec

VOLUME 48 - NUMÉRO 12 - 29 MARS 2023 - 28 PAGES - 54 281 EXEMPLAIRES



VOTRE JOURNAL INDÉPENDANT D'ICI UNE DIVISION DU GROUPEJCL

PAGE ACTUALITÉ D'ICI



450 M\$ POUR L'HÔPITAL DE SAINT-JÉRÔME

05

Photo Maxime Labelle

UN 450 M\$ POUR L'HÔPITAL DE SAINT-JÉRÔME

Stéphane Tremblay
stremblay@groupejcl.ca

Le gouvernement caquiste réalise un pas dans la bonne direction, un petit pas mais un pas certain, vers un nouvel hôpital à Saint-Jérôme.

« C'est un petit pas significatif dans un méga projet. Un dossier que je suis de très près », a lancé Youri Chassin, député de Saint-Jérôme et adjoint parlementaire du ministre de la Santé.

Si content de la bonne nouvelle, il a en ajoute : « On marque aujourd'hui une étape concrète des travaux de conception. Je remercie les équipes qui travaillent afin de doter notre région d'un hôpital beaucoup plus moderne et mieux adapté, tant au bénéfice des usagers que du personnel. C'est un projet qui est très attendu par nos concitoyens et concitoyennes et qui permettra, à terme, de mieux répondre aux besoins croissants de la population des Laurentides ».

Cette bonne nouvelle consiste à une étape importante vers la modernisation de l'Hôpital régional de Saint-Jérôme, soit le lancement des appels d'offres pour les services professionnels d'architecture et d'ingénierie.

Ce projet vise à moderniser les installations du plateau technique chirurgical : le bloc opératoire, dont le nombre de salle sera haussé à 15 - actuellement il est de 10 salles, dont 9 fonctionnelles.

Le secteur de la chirurgie d'un jour, les chirurgies mineures et les interventions en endoscopie seront également revampés. Le projet comprend notamment la préadmission et la salle de réveil.

Il y aura également plus d'espace et d'équipements pour bonifier les services de soutien, dont le secteur de la pharmacie, de la banque de sang et des services logistiques et techniques. Notons aussi que le secteur de la pathologie sera entièrement refait, au bénéfice des citoyens de la région. Le tout estimé à quelque 450 millions \$.

Offrir des milieux de soins modernes et mieux adaptés aux besoins de la population, ainsi que des environnements de travail attrayants, est l'un des éléments-clés du Plan santé du ministre Dubé.

D'une part, cela permet d'améliorer la qualité de l'expérience offerte aux patients de Saint-Jérôme et des environs. D'autre part, cela contribue à améliorer l'attraction et la rétention de personnel dans la région.

« Moderniser et mieux adapter nos infrastructures de santé est un fondement essentiel d'un réseau de la santé solide, et un élément clé du Plan santé. Le projet de modernisation en cours d'élaboration à l'Hôpital régional de Saint-Jérôme est un bel exemple, et je suis heureux de constater qu'il franchit une étape importante avec le lancement des appels d'offres des services professionnels », a souligné Christian Dubé, ministre de la Santé.

Rappelons au ministre Dubé que la promesse de son chef, le premier ministre du Québec, François Legault, était un nouvel hôpital, au coût de 3,2 milliards de dollars. L'actuel est désuet et vieillot depuis un demi-siècle.



L'Hôpital régional de Saint-Jérôme bénéficie d'un cadeau de 450 M\$

LA COALITION SANTÉ LAURENTIDES RÉAGIT AU BUDGET DES REQUÊTES RESTÉES SANS RÉPONSE...

La Coalition Santé Laurentides (CSL) est très déçue du budget 2023-2024 du gouvernement Legault. Malgré plusieurs rencontres au cours des dernières années avec les instances gouvernementales, notamment au niveau ministériel, les députés de la région et le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides, les requêtes de la CSL sont restées sans réponse.

Dans une lettre transmise le 10 mars au premier ministre Legault, la CSL rappelait

les besoins urgents en matière de santé pour la région des Laurentides. Cette lettre, dont les bureaux de M. Legault et du ministre des Finances, Eric Girard, ont confirmé avoir pris connaissance, présentait un résumé des actions à prendre de manière urgente afin d'éviter que le réseau de la santé des Laurentides frappe le mur.

DES ACTIONS CONCRÈTES DEMANDÉES

La Coalition Santé Laurentides souhaite

obtenir des engagements fermes du gouvernement du Québec quant à l'actualisation des budgets en dollars de 2023 pour les projets annoncés en 2018, soient Saint-Jérôme (450 M\$) et Saint-Eustache (250 M\$), comme ce fut le cas pour Mont-Laurier et d'autres projets qui ont pu bénéficier d'une augmentation du Plan québécois des infrastructures (PQI).

Elle réclame la mise en place d'actions concrètes menant à la réalisation des prochaines phases de travaux dans les hôpitaux de Saint-Jérôme, Saint-Eustache et Mont-Laurier, et pour la mise à niveau des centres hospitaliers de Sainte-Agathe-des-Monts, Lachute et Rivière-Rouge.

Un soutien financier et récurrent du CISSS des Laurentides est également demandé afin de mettre en place des mesures transitoires pour pallier les besoins urgents, et ce, jusqu'à la réalisation des grands projets hospitaliers de Saint-Jérôme, Saint-Eustache et de Mont-Laurier.

Parmi les autres mesures soulevées par la CSL, on note l'ouverture d'un bureau de projet dédié uniquement à la région des Laurentides, un rattrapage des effectifs pour l'ensemble des professionnels de la santé, notamment pour des médecins de famille, ainsi que l'utilisation d'une portion significative des transferts fédéraux pour corriger le sous-financement chronique du réseau de la santé laurentien.

UNE RENCONTRE ATTENDUE

Ceci dit, la CSL et le Conseil des préfets et des élus de la région des Laurentides (CPÉRL) espèrent que la rencontre proposée en décembre dernier par le ministre de la Santé et des Services sociaux, Christian Dubé, pourra finalement avoir

lieu dans les prochaines semaines.

La CSL est pressée de connaître le détail des orientations mentionnées dans le budget. Ce sera une autre occasion de faire valoir ses revendications et de convaincre le ministre d'accorder une meilleure répartition des dépenses dans le réseau de santé.

Dans le cadre du nouveau Plan Santé que le gouvernement Legault prévoit mettre en place d'ici 2024, celui-ci propose une gestion de proximité entre le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et le CISSS des Laurentides, qui est responsable de la prestation des services de santé. Ce plan vise à rapprocher les décisions en matière de soins et de services aux patients, ainsi qu'à optimiser les décisions opérationnelles par la décentralisation de l'encadrement et de la gouvernance des activités cliniques et médicales.

« Je souhaite faire confiance à l'équipe de François Legault, au ministre de la Santé, Christian Dubé, ainsi qu'à la députation des Laurentides. Nous espérons que cette volonté de décentraliser la gestion du réseau ne restera pas simplement des phrases creuses et que des actions concrètes en découleront. Il sera aussi important de valider, avec le ministre Dubé, les indicateurs sur lesquels il se base pour prendre ses décisions, notamment au niveau budgétaire », souligne le président de la CSL, Marc L'Heureux.

La Coalition entend faire valoir l'iniquité financière lors de ses prochaines rencontres avec Christian Dubé et le ministre responsable de la région des Laurentides, Benoit Charette.



The Lac-des-Deux-Montagnes Users' Committee is an entity, created by the Act respecting health and social services, that is mandated to protect your given rights as a user of the health and social services system.

Twelve rights are recognized and listed in the Act, including your right to information and to receive services. You are also entitled to be assisted and represented in order to assert these rights.

The Users' Committee is there as your first line of defense.

Please reach out to us! **450-472-0013** ext. **46351**.

Centre intégré
de santé
et de services sociaux
des Laurentides

Québec 

CIME, site Internet

Travaux de 450 M\$ à l'Hôpital de St-Jérôme : une nouvelle étape franchie

<https://laurentides.cime.fm/nouvelles/548512/travaux-de-450-m-a-l-hopital-de-st-gerome-une-nouvelle-etape-franchie>

CFLO, site Internet

Hôpital de St-Jérôme : Québec annonce le lancement des appels d'offres

<https://www.cflo.ca/hopital-de-st-gerome-quebec-annonce-le-lancement-des-appels-doffres/>

Réduction des services à l'urgence de Rivière-Rouge

<https://www.cflo.ca/reduction-des-services-a-lurgence-de-riviere-rouge/>

TVC d'Argenteuil, site Internet

Reportage : Un souper gastronomique célébrera les 20 ans de la Fondation de l'Hôpital d'Argenteuil

<https://youtu.be/zz24Gr3SR84>

TVBL, site Internet

Accès local – Édition du 21 mars

Quelque 1 200 participants sont attendus à la 12e édition de l'événement Courir à notre santé, qui aura lieu le dimanche 11 juin, au profit de la Fondation de l'hôpital régional de Saint-Jérôme. Clara Matthey-Jonais nous donne tous les détails à propos de cette activité de participation populaire dont les profits seront notamment investis dans l'achat d'un Fibroscan.

<https://tvbl.ca/episode/edition-du-21-mars/>